



## Conseil économique et social

Distr. générale  
26 mars 2003  
Français  
Original: anglais

### Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2003

5-23 mai 2003

### Rapports quadriennaux (1997-2000), présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général\*

Additif

### Table des matières

	<i>Page</i>
1. Réseau canadien de l'environnement . . . . .	2
2. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation des citoyens . . . . .	5
3. Association internationale des recteurs d'université . . . . .	9
4. Conseil international pour la gestion des programmes relatifs à la population . . . . .	11
5. Fédération internationale pour l'économie familiale . . . . .	14
6. Groupe juridique international des droits de l'homme . . . . .	16
7. Rotary International . . . . .	19
8. Institut pour la solidarité internationale des femmes . . . . .	23

\* Le présent document a été présenté tardivement car l'échange de correspondance effectué avec les organisations non gouvernementales pour obtenir des formulaires clairs et complets a pris plus de temps que prévu.



## 1. Réseau canadien de l'environnement

Statut consultatif spécial accordé en 1997

Le Réseau canadien de l'environnement a obtenu le statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social en 1997, et il s'agit là de son premier rapport quadriennal, présenté en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. Le rapport récapitule brièvement la participation des représentants du Réseau aux conférences et réunions des organes subsidiaires du Conseil économique et social, aux initiatives apparentées et aux autres manifestations internationales. Il décrit également les principaux domaines où le Réseau participe activement à des activités de fond relatives aux initiatives prises dans le cadre du mandat du Conseil économique et social, de la Commission du développement durable et de ses organes subsidiaires et apparentés.

Le Réseau canadien de l'environnement est un réseau de groupes écologiques établis dans l'ensemble du Canada. Il facilite la communication entre groupes écologiques et entre ces derniers, les gouvernements, les groupes autochtones, les organisations internationales et d'autres organisations non gouvernementales (spécialisées dans des domaines tels que le développement, le travail, les affaires et la foi). Il aide à l'établissement de consensus et d'actions conjointes entre groupes écologiques sur des questions communes grâce à des rassemblements réunissant entre 50 et 250 groupes ayant des intérêts communs sur un sujet donné. Il appuie 12 réseaux affiliés, y compris des réseaux locaux et le First Nations Environmental Network. Créé en 1977, le Réseau, après un recensement minutieux, compte plus de 600 membres. Son programme international est coordonné grâce au projet international de renforcement des capacités, qui facilite la formation de partenariats Nord-Sud sur un large éventail de questions relatives au développement durable. Le Réseau est membre du Centre international de liaison pour l'environnement.

### **Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies**

**Commission du développement durable (CDD) :** Des représentants du Réseau canadien de l'environnement ont participé à chacune des réunions de la Commission du développement durable pendant la période 1997-2001, notamment la CDD5, 6, 7 et 8. Jusqu'à 10 représentants du Réseau ont assisté à certaines de ces réunions. Des représentants du Réseau ont également assisté aux réunions intersessions de la Commission en février 1997 et février 1999.

**Rio+5 :** 10 représentants du Réseau ont participé à la conférence Rio+5 à New York en juin 1997.

**Négociations sur les polluants organiques persistants (POP) :** Un représentant du Réseau a participé à chacune des réunions du Comité international de négociation (CIN), y compris la CIN1 (Montréal, juin-juillet 1998), la CIN2 (Nairobi, janvier 1999), la CIN3 (Genève, septembre 1999), la CIN4 (Bonn, mars 2000) et la CIN5 (Johannesburg, décembre 2000).

**Groupe intergouvernemental sur les forêts :** Un représentant du Réseau a participé à la réunion finale du Groupe intergouvernemental sur les forêts, tenue à New York en février 1997.

**Forum intergouvernemental sur les forêts :** Un représentant du Réseau a assisté à trois réunions du Forum : la IFF2 (Genève, août-septembre 1998), la IFF3 (Genève,

mai 1999) et la IFF4 (New York, janvier-février 2000). À cette dernière réunion, il a fait un exposé sur les vues de l'ONG canadienne concernant un instrument juridiquement contraignant relatif aux forêts. Outre leur participation aux négociations officielles, des représentants du Réseau ont assisté à un certain nombre de réunions intersessions, notamment l'atelier sur les causes profondes de la déforestation et de la dégradation des forêts (San Jose, janvier 1999), et deux réunions relevant de l'Initiative Costa Rica-Canada (Mexico, novembre 1999 et Ottawa, décembre 1999).

**Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques** : Un représentant du Réseau a participé à deux réunions de négociation consacrées au Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, la première à Carthagène en février 1999 et la seconde à Montréal en février 2000.

#### **Autres activités relatives à la mise en oeuvre des résolutions de l'Organisation des Nations Unies**

Le Réseau appuie 12 petits comités thématiques nationaux qui mènent diverses activités en vue d'atteindre des objectifs nationaux en matière de développement durable (ateliers, établissement de documents directifs, éducation et campagnes de sensibilisation). Plusieurs petits comités ont contribué directement à l'exécution, sur le plan national, d'engagements internationaux relatifs au développement durable, notamment dans les domaines suivants : atmosphère, énergie, diversité biologique, biotechnologie, sensibilisation à l'environnement, forêt, santé et viabilité, extraction minière, matières toxiques et eau.

#### **Autres exemples d'activités consultatives et de fond**

Le principal outil que le Réseau utilise pour contribuer concrètement à l'exécution d'initiatives internationales en faveur du développement durable est son projet international de renforcement des capacités, qui facilite la formation de partenariats sur le terrain entre les ONG membres du Réseau et les ONG dans les pays en développement. Des projets portant sur les sources d'énergie alternatives, l'atténuation des changements climatiques, la sylviculture, la préservation des forêts, l'agriculture, la désertification et la préservation des ressources en eau ont été mis sur pied dans les pays suivants : Mexique, Costa Rica, Équateur, Nicaragua, Venezuela, Grenade, Jamaïque, Inde, Indonésie, Cameroun. En 1997, un projet consacré aux jeunes et au développement durable a en outre permis l'envoi de 16 stagiaires en Amérique latine pour qu'ils collaborent avec des ONG du Sud à l'exécution de projets concernant le développement durable.

Le Réseau a également joué un rôle actif dans un large éventail d'initiatives et de réseaux internationaux. Des représentants du Réseau, qui est membre du Centre international de liaison pour l'environnement, ont participé aux activités suivantes :

- Réunions du Comité directeur CDD-ONG;
- Réunion de l'Écovision à Bonn (novembre 1997), à laquelle ont participé des représentants de 13 réseaux internationaux d'ONG;
- Réunion du Secrétariat international de l'eau (Montréal, mai 1999);
- Consultations concernant l'examen de la politique de la Banque mondiale en matière de forêts (Toronto, juillet 1999);

- Atelier sur le développement durable et les politiques et pratiques d'extraction de minerais non ferreux (Londres, novembre-décembre 1999);
- Forum mondial des ministères des mines, avec la participation de la Banque mondiale et du PNUE (Toronto, mars 2000).

En juin 1997, le Réseau a accueilli à Toronto, en présence de représentants du PNUE, un atelier consacré à l'état actuel de la Convention sur la lutte contre la désertification.

## 2. CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation des citoyens

Statut consultatif spécial accordé en 1997

CIVICUS (Alliance mondiale pour la participation des citoyens) est une organisation internationale à but non lucratif créée en 1993. Elle a pour mission de renforcer l'action citoyenne et la société civile dans le monde entier. Elle collabore avec son réseau de membres et de partenaires pour inciter les citoyens à améliorer leurs communautés et à agir collectivement dans l'intérêt général. L'objectif de CIVICUS est de créer une communauté mondiale d'individus informés, inspirés et résolument engagés à faire face aux problèmes qui se posent à l'humanité. L'Alliance a également pour objectif d'aider à promouvoir la formation, la croissance, la protection et le maintien d'une action citoyenne à l'échelle mondiale, en particulier dans les secteurs où la démocratie participative, la liberté d'association des citoyens et les fonds d'intérêt public sont menacés.

### 1997

Convoquer, autrement dit réunir des gens à des fins publiques, est une fonction essentielle de CIVICUS, qui s'emploie à accroître la visibilité et l'efficacité des organisations de la société civile à l'échelle planétaire. Le principal rassemblement en 1997 a été la deuxième Assemblée mondiale de CIVICUS, tenue à Budapest du 23 au 26 septembre. L'Assemblée a attiré plus de 500 membres et amis de l'Alliance venant de 76 pays et six continents. Les organisateurs et les participants ont examiné les incidences que la mondialisation aura sur la société civile et ont fixé les priorités de l'organisation jusqu'en l'an 2000.

En 1997, CIVICUS a participé à d'autres importants efforts apparentés :

- CIVICUS et le Conseil international des agences bénévoles ont coparrainé une réunion (cinq séances) portant sur la Conférence internationale sur la gouvernance au service de la croissance durable et de l'équité, organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement.
- CIVICUS a dirigé un groupe d'experts composé de ses propres membres à la Conférence internationale sur le développement tenue à Washington en janvier 1997.
- Le Directeur exécutif de CIVICUS a prononcé des discours liminaires lors de plusieurs manifestations internationales clefs, notamment lors de la réunion des sociétés européennes de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Copenhague.
- Le Directeur exécutif de CIVICUS a participé à un groupe d'experts sur « les structures de la gouvernance pour le XXI<sup>e</sup> siècle » au Forum mondial convoqué par la Commission mondiale chargée du financement des Nations Unies.
- Le Directeur exécutif de CIVICUS a présidé une séance spéciale du Séminaire de Salzbourg portant sur la durabilité à long terme du troisième secteur en Europe orientale et dans les États nouvellement indépendants.

En 1997, CIVICUS avait enregistré des progrès considérables en moins de cinq ans. Sa croissance reflète l'intérêt soutenu suscité par l'avènement d'une nouvelle ère de la société civile mondiale.

### **1998**

En 1998, le programme de CIVICUS a été appliqué grâce à une stratégie en quatre parties :

Établissement d'une présence mondiale :

CIVICUS a renforcé sa présence dans chaque région : en Asie et dans le Pacifique, un bureau a été établi à Sydney (Australie); dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes, un secrétariat exécutif régional a été mis en place en Colombie; des assemblées et des réunions réunissant des centaines de membres de CIVICUS et des personnalités de la société civile se sont tenues à Bangkok (Asie et Pacifique), Turin (Europe), Buenos Aires (Amérique latine et Caraïbes) et Denver (Amérique du Nord). À la fin de 1998, CIVICUS comptait plus de 460 membres (organisations et individus) dans 86 pays.

Convocation :

Avec ses partenaires de la société civile, CIVICUS a coparrainé d'importants rassemblements nationaux et internationaux tels que la « Réunion mondiale des générations » de la Conférence internationale sur le développement, la réunion sur la « Création de partenariats faisant appel à tous les secteurs » coparrainée par la Fondation Hitachi, et la réunion de la Loccum Evangelical Academy sur les « Relations de la société civile entre les ONG et les fondations ».

Communication et information :

CIVICUS a intensifié son utilisation de l'Internet comme outil de communication essentiel. Notre site Web mondial a été amélioré; un bulletin hebdomadaire gratuit (e-CIVICUS) est diffusé électroniquement en partenariat avec Prodder en Afrique du Sud; et l'Alliance a inauguré un site Web en espagnol pour l'Amérique latine.

Campagne de sensibilisation :

Le « Projet de participation des entreprises », une initiative pluriannuelle visant à élargir le rôle joué par le milieu des affaires dans la société civile et le développement social, a été lancé. Dans le cadre d'une initiative apparentée, CIVICUS a uni ses efforts à ceux de la Banque mondiale et du Forum du Prince de Galles pour les chefs d'entreprise, coparrains du Groupe de l'information relevant de l'Initiative des partenaires commerciaux en faveur du développement.

Notre relation avec l'ONU continue de se renforcer et de s'étendre. En tant qu'ONG dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, CIVICUS a représenté les intérêts du secteur à l'ONU devant l'Équipe spéciale du projet du nouveau millénaire.

### **1999**

En 1999, CIVICUS a fêté son cinquième/sixième anniversaire. Durant l'année, elle a fait valoir l'idée selon laquelle chaque citoyen et chaque être humain devraient être considérés comme la pierre angulaire de la société civile.

- CIVICUS a appuyé la Fondation du Commonwealth, qui a lancé le Projet Société civile dans le nouveau millénaire afin de trouver des moyens de renforcer, de promouvoir, d'encourager et de stimuler le large éventail d'initiatives prises par des citoyens pour faire face aux questions et problèmes auxquels ils se heurtent dans leur vie quotidienne.
- Avec l'appui de CIVICUS et de la Fondation Aga Khan, Richard Holloway, membre de l'Alliance, a transformé les stratégies exposées dans « Sustaining Civil Society », un ouvrage de CIVICUS publié en 1997, en matériel didactique appliqué aux organisations de la société civile.
- S'appuyant sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, CIVICUS a lancé en juin 1999 une initiative de deux ans visant à renforcer l'engagement mondial des citoyens, le but étant de définir les droits et les responsabilités les plus importants des citoyens et ce que ces derniers peuvent faire, avec d'autres, pour améliorer leurs collectivités et leur société.
- En 1999, CIVICUS a commencé à planifier deux nouvelles initiatives ayant pour objet de promouvoir la participation des citoyens, à savoir : 1) enrichir le rôle de premier plan joué par les femmes dans la société civile, et 2) promouvoir la participation des organisations de la société civile dans les efforts déployés pour éliminer la pauvreté.
- L'Assemblée mondiale de CIVICUS, tenue à Manille du 21 au 24 septembre 1999, a attiré plus de 600 participants représentant plus de 75 pays. Un des principaux thèmes de la conférence était « Réflexions sur l'engagement des entreprises et des communautés ».

## 2000

En 2000, l'activité de CIVICUS a été double. D'une part, nous avons lancé certaines de nos initiatives les plus novatrices, et qui peuvent avoir d'importantes conséquences, afin de construire et d'appuyer la société civile dans le monde entier. D'autre part, cette année a été marquée par une profonde transition et une évaluation de la situation, puisque nous avons procédé à un examen profond et systématique de notre programme, de notre structure institutionnelle, de notre direction et de notre orientation générale pour les premières années du nouveau millénaire.

En 2000, CIVICUS a poursuivi son programme visant à élargir, en particulier, la participation des femmes, des jeunes et des pauvres.

CIVICUS s'est également employée à normaliser ses liens avec un large éventail d'organisations des secteurs public et privé, comme suit : en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, elle a lancé la phase pilote de l'Index de la société civile et, en partenariat avec UNIFEM, elle a établi un réseau de formation institutionnelle à l'égalité entre les sexes visant à promouvoir le rôle de chef de file des femmes dans la société civile.

En 2000, l'accent a été mis sur les efforts visant à combler le fossé traditionnel qui existe entre, d'une part, les militants et les organisateurs de la société civile et, d'autre part, les universitaires et les chercheurs. Comment les importantes recherches consacrées à la société civile et ses nombreuses préoccupations – de l'éducation et l'engagement civiques à l'élimination de la pauvreté et les conséquences de la mondialisation – peuvent-elles devenir plus utiles pour les

praticiens de la société civile? Comment peut-on promouvoir le dialogue entre ces deux groupes pour aider à combler le fossé intellectuel et pratique existant entre militants et intellectuels? Comment peut-on établir des réseaux durables qui relient les praticiens et les chercheurs et qui renforcent les activités des uns et des autres?

Sous la direction de son conseil d'administration, CIVICUS a pris deux grandes initiatives : un examen minutieux de notre stratégie afin de « régionaliser » CIVICUS, et l'élaboration d'un nouveau plan stratégique triennal. Bien qu'aucune de ces activités ne soient connues du grand public, chacune a été, à sa manière, la pierre angulaire de nos travaux en 2000 et chacune aura des effets considérables sur l'orientation et le programme de CIVICUS dans les années à venir.



### 3. Association internationale des recteurs d'université

Statut consultatif spécial accordé en 1993

L'Association internationale des recteurs d'université, fondée en 1964 à Oxford (Royaume-Uni), est une association de hauts responsables universitaires représentant des établissements d'enseignement supérieur du monde entier. Le principal objectif de l'Association est de renforcer la mission internationale et la qualité de l'éducation des établissements relevant de l'Association, compte tenu de l'interdépendance croissante du monde d'aujourd'hui, et de promouvoir la connaissance et les compétences à l'échelle mondiale, ainsi que la paix et la compréhension internationale par le biais de l'éducation.

L'Association compte plus de 600 membres venant de plus de 100 pays et sa démarche n'est ni politique ni partisane. Il s'agit d'une instance permanente dans laquelle des établissements d'enseignement supérieur et leurs dirigeants peuvent débattre de questions et de problèmes importants dans un contexte mondial et pluriculturel. L'Association tient une conférence mondiale tous les trois ans, organise de nombreux séminaires et conférences, et mène des activités de collaboration grâce à ses neuf conseils régionaux (Conseil d'Afrique, Conseil d'Amérique du Nord, Conseil d'Asie du Nord, Conseil d'Amérique latine, Conseil d'Asie du Sud-Est, Conseil du Sud du Pacifique, Conseil du Sud-Ouest asiatique et Conseil d'Afrique du Nord).

Le principal représentant de l'Association auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York est James R. Roach, Président du Conseil d'Amérique du Nord de l'Association. M. Roach assiste aux conférences annuelles entre le Département de l'information et les ONG et participe à d'autres conférences et programmes pertinents parrainés par l'ONU. Il a collaboré avec divers responsables de l'ONU au renforcement des relations entre l'Association et l'Organisation dans le but de promouvoir la coopération internationale, les possibilités d'éducation et les initiatives de paix. L'Association est également représentée aux Offices des Nations Unies à Genève et à Vienne.

En outre, l'Association collabore étroitement avec l'ONU grâce à la Commission pour l'éducation en matière de désarmement, le règlement des conflits et la paix. Cette commission est présidée par L. Eudora Pettigrew, membre de l'Association. En tant que Président de la Commission, M. Pettigrew s'est employé à promouvoir l'éducation en matière de désarmement, le règlement des conflits et la paix grâce à des programmes, à des cours universitaires, à des ateliers et à des colloques dans le monde entier.

En juillet 1996, le Secrétaire général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, a accordé à l'Association un don de 40 000 dollars pour appuyer les activités de la Commission pour l'éducation en matière de désarmement, le règlement des conflits et la paix. Grâce à ce don, la Commission a coparrainé les conférences suivantes : « Le rôle de l'université dans l'établissement de la paix mondiale » (Assouan (Égypte), février 1997); « Maintenir une culture de paix : le rôle des écoles » (Philippine Normal University, printemps 1997); « Paix et sécurité » (Bicol University Institute for Peace and Security, printemps 1997); « Établissements d'enseignement supérieur et promotion de la paix dans le monde » (Le Cap (Afrique du Sud), février 1998).

En 1998, à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur, la Commission a mené un grand débat thématique consacré à la culture de paix. M. Pettigrew a prononcé un discours sur le rôle des universités dans l'éducation en matière de désarmement, le règlement des conflits et la paix. D'autres membres de l'Association ont participé à la Conférence, notamment M. Donald Gerth, M. Maurice Harari et M. James Roach. L'Association est aujourd'hui un membre actif du Comité assurant le suivi de la Conférence mondiale de l'UNESCO.

En octobre 1999, à Séoul, M. Pettigrew a présenté un document intitulé « The Price of Peace: The Cost of Peace » à la Conférence internationale des ONG, dans le cadre de la session organisée par les ONG et l'organisation Economists Allies Against the Arms Race, tenue parallèlement à la Conférence organisée par l'Association et parrainée par M. Young Seek Choue, Président de la Haute Commission pour la paix de l'Association.

La Commission a reçu un financement de 15 000 dollars de l'UNESCO pour 2000-2001 et, avec le don supplémentaire de 20 000 dollars reçu de l'Association, elle continuera à appuyer des programmes portant sur l'éducation en matière de désarmement, le règlement des conflits et la paix. Un atelier sur la violence en milieu scolaire a été organisé à la Western Connecticut State University en juin 2000. Un deuxième atelier est prévu pour avril 2001 à la Universidad La Salle à Mexico, et il est proposé d'organiser un troisième atelier à l'occasion de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui devrait avoir lieu à l'automne 2001 en Afrique du Sud.

Outre les programmes et conférences menés et appuyés par l'Association et la Commission pour l'éducation en matière de désarmement, le règlement des conflits et la paix, de nombreux documents et publications ont été réunis et diffusés, y compris un bulletin de la Commission et un ouvrage intitulé « Conflict Resolution: The Woman's Role in Our World ». L'Association publie un bulletin trimestriel, *Lux Mundi*, qui comprend des articles sur les activités de l'Association ainsi que des renseignements sur les conférences et les colloques à venir. *Lux Mundi* est distribué aux membres de l'Association dans le monde entier.

La Commission pour l'éducation en matière de désarmement, le règlement des conflits et la paix se réunit au printemps et à l'automne de chaque année au Siège de l'ONU, avec l'appui du Département des affaires de désarmement du Secrétariat de l'Organisation. La Commission poursuit ses activités liées à son programme et à ses conférences et, l'année prochaine, elle espère participer à une étude sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération des armements, appuyée par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Grâce à ses membres, qui sont répartis dans le monde entier, et à son programme dynamique de conférences et de réunions, l'Association continue de s'acquitter de sa mission internationale, qui consiste à promouvoir la connaissance et les compétences à l'échelle planétaire, ainsi que la paix et la compréhension internationale grâce à l'éducation.

## 4. Conseil international pour la gestion des programmes relatifs à la population

Statut consultatif spécial accordé en 1985

### Introduction

Le Conseil international pour la gestion des programmes relatifs à la population est une organisation non gouvernementale créée par les directeurs de programmes relatifs à la population et à la planification familiale ainsi que par certains instituts de gestion opérant dans des pays en développement situés en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le Conseil, qui compte actuellement 53 membres, a pour mission d'aider à améliorer le plus possible la gestion de programmes de qualité relatifs à la population aux niveaux national, régional et international. La Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD 1994) a largement défini les programmes relatifs à la population comme étant : a) les programmes portant sur la santé génésique, y compris la planification familiale; et b) des programmes établissant des liens entre la population et le développement durable. Ainsi, la principale tâche du Conseil pendant la période 1997-2000 a été d'accélérer la mise en oeuvre du Programme d'action de la CIPD. À cette fin, le Conseil a reçu des fonds des organismes suivants : Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Banque asiatique de développement (BAsD), Agence canadienne de développement international (ACDI), Agence danoise de développement international (DANIDA), la Fondation David and Lucile Packard, la Fondation Ford, le Gouvernement norvégien, la Fondation MacArthur, la Fondation Rockefeller, l'Agence suédoise de développement international (ASDI) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les membres du Conseil ont également fait des contributions. Le budget pour chacune de ces quatre années est d'environ un million de dollars.

### Participation

Les membres du Conseil ont assisté à de nombreuses réunions tenues par des organismes des Nations Unies, notamment la CIPD+5 à La Haye en février 1999, les consultations du FNUAP sur la participation de la société civile à Dhaka en juillet 1998, et la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en juin 1999. En outre, au nom du Conseil, M. Hanns Pichler assiste régulièrement aux réunions du Comité des ONG pour la famille.

### Coopération avec les organismes et institutions spécialisés des Nations Unies

Le FNUAP a appuyé le Conseil et a collaboré avec lui dans le cadre de diverses activités, notamment les projets suivants : a) projet de recherche active visant à améliorer la qualité des soins en Inde, à Sri Lanka et au Viet Nam; b) partage des données d'expérience concernant l'institutionnalisation de programmes de santé génésique durables; c) renforcement des capacités de direction des administrateurs de programmes de santé génésique et des animateurs de mouvements de jeunes en Asie; et d) promotion des activités des ONG en vue d'accélérer la mise en oeuvre du Programme d'action de la CIPD. Le FNUAP a également appuyé le partage des données d'expérience grâce au bulletin trimestriel du Conseil (« Feedback »), de son journal (« Innovations ») et de son site Web.

Le Conseil a également collaboré avec l’OMS tout au long de cette période en vue de mener des recherches sur les techniques contraceptives et l’évaluation stratégique des programmes de santé génésique.

#### **Autres activités utiles**

Le Conseil a cerné quatre domaines d’action prioritaires : santé génésique, santé génésique chez les adolescents, meilleure prise en compte des questions intéressant les femmes et amélioration de la qualité des soins, et accroissement de l’efficacité des ONG et des organisations de la société civile. Les activités menées dans ces domaines comprennent l’amélioration de l’administration et de la gestion, l’augmentation de l’efficacité des solutions apportées aux problèmes intéressant les femmes, l’élaboration de programmes, la promotion du dialogue sur la politique à suivre et le partage des données d’expérience. Chacune de ces activités comprend une dose de formation, de recherche axée sur l’action, d’aide technique et de partage des données d’expérience.

L’élaboration de programmes de formation et la promotion de leur utilisation a été le principal élément de l’action visant à améliorer les compétences en matière de direction et de gestion. Le programme de formation du Conseil visant à « améliorer la qualité des soins », mis au point par le Conseil avec l’appui du FNUAP, a été adapté et utilisé par le Programme international de formation de la National Family Planning Coordinating Board (BKKBN) en Indonésie et l’Institut indien de recherche sur la gestion de la santé à Jaipur (Inde). Le Collège Nanjing pour la gestion des programmes relatifs à la population adapte actuellement ce programme en vue de l’utiliser en Chine. Avec l’aide du FNUAP, des équipes venant de sept pays ont participé à un atelier visant à améliorer la gestion de la santé génésique chez les adolescents, et elles ont ensuite bénéficié d’une aide afin d’assurer la poursuite de ces activités au niveau des pays. Outre la promotion de dialogues concernant la politique à suivre dans les pays, ces équipes ont formé 125 gestionnaires de programmes et prestataires de services et 300 animateurs de mouvements de jeunes, et ont adapté les programmes de formation élaborés par le Conseil avec l’appui de l’ASDI.

Un grand projet d’accroissement de l’efficacité des ONG, en particulier des ONG de femmes, dans sept pays d’Asie (Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Népal, Pakistan, Philippines, Viet Nam) a été mis en place avec l’aide de la Banque asiatique de développement. La stratégie comprenait une formation régionale et nationale, des voyages d’étude et une assistance technique. Sept ONG assurant la coordination, une dans chaque pays, et quelque 200 ONG de femmes locales ont participé à ce programme.

Avec l’appui de la Fondation Rockefeller et en collaboration avec l’organisation intergouvernementale Partners in Population and Development, un réseau d’ONG intermédiaires Sud-Sud a été mis en place. L’évaluation des programmes et la recherche active ont été les principaux domaines d’action des activités d’élaboration des programmes. Les projets de recherche active suivants ont été exécutés :

- Avec l’appui du FNUAP, des activités de recherche active ont été menées afin d’améliorer la qualité des soins sur un site en Inde, au Viet Nam et à Sri Lanka;

- Avec l'appui de DANIDA, un projet pilote visant à faire en sorte que les programmes relatifs à la population tiennent mieux compte des questions intéressant les femmes a été exécuté sur un site aux Philippines. Le Conseil cherche actuellement à obtenir un appui pour étendre ses activités en Europe de l'Est;
- Grâce à un don peu élevé reçu du FNUAP, des programmes pilotes concernant la santé génésique dans les taudis urbains sont actuellement mis en oeuvre en Ouganda, en Inde et au Pakistan.

Grâce à l'aide fournie par la Fondation Ford, le Conseil apporte une aide technique à l'Inde et à la Chine pour qu'elles s'éloignent des objectifs démographiques et s'occupent plutôt de la qualité des soins. Les fondations Rockefeller et Packard ont apporté leur concours à la « Asia-Pacific Alliance: Advancing the ICPD Agenda ». Le Conseil mène et appuie techniquement des activités financées à l'aide de petits dons au nom de l'Alliance. Un projet visant à accroître le rôle joué par la société civile dans l'amélioration des innovations relatives à la santé génésique est actuellement exécuté avec l'aide de la Fondation Ford. Ce projet prévoit l'établissement et la diffusion de documents concernant les expériences novatrices, l'élaboration d'un programme de formation, et le renforcement des capacités nationales en vue d'accroître le rôle de la société civile dans les programmes de santé génésique.

## 5. Fédération internationale pour l'économie familiale

Statut consultatif (catégorie II) accordé en 1981

### **Buts de l'organisation**

Fondée en 1908, la Fédération internationale pour l'économie familiale (FIEF) a pour mission d'offrir un cadre où les spécialistes en économie familiale défendent les particuliers, les familles et les ménages dans leur pays et à l'ONU. Dans 116 pays, l'organisation réunit plus de 20 associations professionnelles ainsi que des groupes et des particuliers. Cinq régions du monde y sont représentées : l'Afrique, les Amériques, l'Asie, l'Europe et le Pacifique.

Le Congrès mondial de la FIEF, dont les membres sont des organisations et des particuliers, se réunit tous les quatre ans pour formuler des résolutions et recommandations qui déterminent la direction de la FIEF. Le Conseil, composé de représentants des organisations membres, se réunit tous les deux ans pour examiner les programmes et les politiques de la FIEF. Et le Comité exécutif et les comités de programmes se réunissent chaque année et sont chargés d'exécuter le programme de travail de la FIEF.

### **Participation aux conférences et réunions de l'ONU : 1997-2000**

Les ONG de la FIEF travaillent activement aux questions intéressant la famille et ses membres. Elles ont assisté aux réunions des commissions ci-après et ont guidé la formulation de déclarations par le Comité des ONG pour la famille, en en présentant deux oralement.

*Commission de la condition de la femme (CCF) : 1997-2000*

*Commission du développement social (CDS) : 1997-2000*

- Février 1998 : La FIEF est cosignataire d'une déclaration présentée par le Comité des ONG pour la famille.
- Décembre 2000 : La FIEF préside le comité qui formule la déclaration signée par les membres du Comité des ONG pour la famille et la présente oralement à la CDS en 2001.

### **Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées**

La FIEF collabore étroitement avec Amr Galab, chef de l'Unité sur la famille.

*Unité sur la famille – Département des affaires économiques et sociales*

- Février 1998 : La FIEF est l'une des sept grandes ONG internationales s'occupant de la famille à être invitées à formuler des stratégies pour le suivi de l'Année internationale de la famille qui sera célébrée en 2004.
- Septembre 1999 : Les ONG membres de la FIEF avec les membres du Comité pour la famille rencontrent le chef de l'Unité sur la famille pour reparler du suivi de l'Année internationale de la famille.
- 1997-2000 : La FIEF coopère avec l'Unité sur la famille pour préparer et présenter des programmes destinés aux organismes des Nations Unies, aux

délégués et aux ONG pour célébrer, le 15 mai, la Journée internationale des familles.

### **Participation aux comités d'ONG**

Membres des comités intéressant la famille et ses membres, les ONG de la FIEF y participent activement. La première priorité a été le Comité pour la famille, depuis sa création vers 1985, où ils jouent un rôle de pointe.

- Comité des ONG pour la famille :
  - Depuis 2000 : coprésident,
  - 1998 : trésorier,
  - 1997-1998 : coprésident;
- Commission de la condition de la femme;
- Comité sur les personnes âgées;
- Comité sur l'UNIFEM :
  - 1996-1998 : organisateur.

### **Département de l'information**

Toutes les ONG de la FIEF assistent aux exposés hebdomadaires du Département.

### **Autres activités**

- 1996-2000 : Le Groupe d'action de Beijing de la FIEF, organisé par des membres de la FIEF aux États-Unis, donne un enseignement et une formation et encourage la recherche sur quatre questions du Programme de Beijing.
- Juillet 1998 : Réuni à Porto Rico, le Conseil de la FIEF adopte une résolution d'appui à l'Année internationale des personnes âgées.
- 1998 : Pour mettre ses membres des États-Unis à même de participer à la réunion de la Commission de la condition de la femme, la FIEF organise à l'ONU un atelier préparatoire.
- 2000 : Pour ses membres des États-Unis, la FIEF organise, pour 2001, un atelier sur l'amélioration de l'efficacité de ses ONG.

### **Activités d'ONG de la FIEF à Vienne**

À Vienne, la FIEF est un membre actif des comités d'ONG suivants :

- Comité pour la famille;
- Comité sur la condition de la femme;
- Comité des personnes âgées.

## 6. Groupe juridique international des droits de l'homme

Statut consultatif spécial accordé en 1989

### Introduction

Le Groupe juridique international des droits de l'homme (Groupe juridique) est une organisation non gouvernementale internationale qui, dans le monde entier, milite pour ces droits, les défend en justice et en instruit les défenseurs. Un aspect critique de son travail est de donner aux organisations non gouvernementales qui lui sont associées dans le monde entier, un accès et une formation au système et aux mécanismes des Nations Unies et de veiller à ce que les voix locales soient entendues au niveau international.

### Commission des droits de l'homme

En 1997, le Groupe juridique a créé le Programme de défense solidaire pour promouvoir l'emploi de divers mécanismes disponibles dans les organes de l'ONU s'occupant des droits de l'homme et pour faciliter l'accès des ONG locales aux organes internationaux débattant de leur situation nationale. Le but suprême de ce programme est de permettre aux défenseurs sans grade de ces droits de participer à l'ONU, à Genève, à la session annuelle de la Commission des droits de l'homme (CDH). En particulier, le programme travaille avec des militants de groupes et de pays traditionnellement sous-représentés afin d'augmenter à l'ONU la participation des organisations non gouvernementales (ONG) des pays en développement et de donner aux préoccupations locales un écho international. Chaque formation donne aux défenseurs locaux des droits de l'homme de différents continents l'occasion d'échanges interrégionaux d'information et de partage des stratégies, met les droits des femmes à l'ordre du jour et aide les ONG de base à évaluer la portée et l'utilité des divers mécanismes de l'ONU pour leur programmation stratégique. Chaque année depuis 1997, le Groupe juridique appuie la participation à ces formations de représentants des ONG d'Asie, d'Afrique, d'Europe de l'Est et d'Amérique du Sud et centrale. En 1999, l'UNIFEM et le PNUD (Éthiopie et Sénégal) ont appuyé la participation de quatre Africaines au programme de formation du Groupe juridique. À la CDH, avec le concours du Groupe juridique, ces personnes préparent des exposés oraux, discutent en groupes de leurs soucis quant aux droits de l'homme et donnent d'importants renseignements aux représentants des pays sur la situation dans leurs pays respectifs. En 1998, les participants au programme ont coopéré avec une coalition de militantes du monde entier pour produire le rapport intitulé « Recommendations for Integrating Women's Human Rights into the United Nations Human Rights Activities » (Recommandations pour intégrer les droits des femmes dans les activités des droits de l'homme à l'ONU).

De plus, le Groupe juridique donne souvent des renseignements aux rapporteurs et représentants spéciaux de l'ONU pour les aider à rédiger leurs rapports, facilite leurs contacts avec les ONG lors de leurs visites aux pays où le Groupe a des projets et appuie la transmission de leurs rapports aux ONG dont les possibilités d'accès sont limitées. Le Groupe juridique a notamment coopéré étroitement avec le Rapporteur spécial de l'ONU sur la violence contre les femmes pour mettre en vedette la question critique de leurs droits d'héritières, ce qui a abouti à l'adoption de la résolution 2000/13 sur cette question lors de la session de 2000 de la CDH à Genève.



### **Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme**

Le Groupe juridique a joué un rôle de pointe dans la préparation de la Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme, y a participé activement et a coparrainé *Voices: a Special Forum on Comparative Experiences of Racism*, exposé de 21 témoignages individuels sur le racisme présenté à la Conférence avec l'encouragement de Mme Mary Robinson, alors Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. En janvier 2000, le Groupe juridique a réuni à Bellagio, en Italie, 25 personnalités mondiales, influentes dans les gouvernements, les organisations internationales, les institutions nationales et le secteur non gouvernemental, pour fixer le contenu et les résultats pratiques attendus de la Conférence mondiale. Le Rapport de la Réunion consultative de Bellagio est devenu le document central des organisateurs de la Conférence pour en fixer l'ordre du jour. Pour préparer les ONG à bien participer aux processus de la Conférence, le Groupe juridique a publié *Lutter ensemble contre le racisme*, guide multilingue sur la participation à la Conférence dont il a distribué plus de 2 000 exemplaires à des particuliers et à des organisations locales et de défense des droits de l'homme dans plus de 50 pays.

Aux États-Unis, le Groupe juridique a coordonné une série de consultations entre les organisations de défense des droits civils et des représentants de l'ONU (Haut Commissaire aux droits de l'homme notamment), a donné des formations à l'initiative et a organisé au Costa Rica une consultation afro-latine pour aider les groupes à se déclarer lors de la Conférence régionale préparatoire de décembre 2000 au Chili. Le Groupe a animé deux tables rondes (thème : race et pauvreté) et un dialogue entre représentants des communautés de descendants d'esclaves africains aux Amériques à Santiago du Chili et à Genève, qui ont commencé pendant la Conférence préparatoire au Chili et continué pendant celle de Genève en mai 2000.

### **Autres organes issus de traités et institutions spécialisées**

En 1997, 1998 et 1999, à la Commission de la condition de la femme (CCF), le Groupe a défendu une résolution sur les droits des Afghanes.

Il a aussi organisé un débat à une réunion spéciale du Groupe de travail des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage, à Genève, les 21 et 22 juin 1999. Entre 1999 et 2000, il a réuni des ONG à Vienne dans le Cénacle des droits de l'homme qui a participé à toutes les négociations de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, relatives au nouveau Protocole des Nations Unies sur la traite. De plus, le Groupe a participé aux négociations du traité sur la Cour pénale internationale (CPI), à New York en 1998 et 1999 et à Rome en août 2000, en tant que membre du Cénacle des femmes pour la justice sexuelle à la CPI.

Avec UNIFEM, le Groupe a travaillé en décembre 2000 à un manuel sur les rapports parallèles. Il forme les ONG à la production et à la diffusion de ces rapports pour mieux mettre leurs représentants à l'ONU à même de rappeler à leurs pays respectifs leurs obligations selon divers traités.

### **Coopération dans le cadre des missions**

Pendant la période en cause, le Groupe avait des bureaux de terrain dans plusieurs pays où le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

était représenté sur le terrain : Burundi, République démocratique du Congo, Cambodge et Bosnie-Herzégovine. Il s'efforce d'y coordonner ses activités avec les initiatives de l'ONU chaque fois que leurs efforts communs le permettent. De plus, il coopère étroitement avec les groupes qui lui sont associés pour fournir d'importants renseignements contextuels aux rapporteurs et représentants spéciaux avant et pendant leurs visites.

## 7. Rotary International

Statut consultatif général accordé en 1993

### Introduction

Rotary International (RI) est composé d'environ 1,2 million de personnalités des affaires et des professions libérales qui rendent des services humanitaires, encouragent dans toutes les vocations une déontologie stricte et oeuvrent pour la tolérance et la paix dans le monde. Fondée en 1905, l'organisation est devenue un réseau mondial de plus de 29 000 clubs dans 161 pays et 35 régions géographiques.

Ces clubs s'efforcent d'améliorer la qualité de la vie dans le monde entier par des projets volontaires lancés aux niveaux du peuple et des collectivités et financés par les clubs ou grâce à des dons de la Fondation Rotary.

### Adhérents

Depuis quatre ans, le nombre d'adhérents aux clubs Rotary du monde fluctue, ayant légèrement diminué de 1 213 748 en décembre 2000 à 1 176 169. Des clubs Rotary ont été créés en nombre croissant mondialement, notamment en Allemagne, en Angleterre, au Brésil, au Canada, en Corée, en Égypte, aux États-Unis, en France, en Inde, en Italie, au Japon, en Lettonie, au Mexique, au Nigéria, aux Pays-Bas, aux Philippines, en Roumanie, en Russie, en Suisse, à Taiwan, province de Chine, et en Turquie.

### Affiliation avec les entités internationales à statut consultatif auprès de l'ONU

Outre le Conseil économique et social, RI entretient des relations officielles avec l'OMS, l'UNICEF, l'UNESCO, la FAO, le PNUE, le CNUED, le Conseil de l'Europe, la Banque mondiale, l'Organisation des États américains et l'Organisation de l'unité africaine. Pour maintenir des rapports étroits avec ces organisations, le Président mondial du RI nomme chaque année des représentants volontaires dans les villes sièges de l'ONU et auprès des grandes organisations intergouvernementales à New York, Genève, Vienne, Paris, Nairobi, Washington et Rome.

### Changements de sources ou d'engagements de financement

Faisant partie du partenariat mondial pour extirper la poliomyélite, le programme PolioPlus de RI a été cité par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Kofi Annan, comme un magnifique exemple de partenariat privé/public. Depuis 1985, Rotary a affecté plus de 407 millions de dollars des États-Unis pour délivrer le monde de cette maladie. Au 1er mai 2001, les Rotariens et la Fondation Rotary avaient contribué plus de 26 millions de dollars aux partenaires de PolioPlus pour des projets de mobilisation sociale, de recherche, de dépistage et d'autres efforts d'extirpation de la maladie.

Sous la direction de la Cellule d'initiative privée pour extirper la poliomyélite, la Fondation Rotary et la Fondation pour les Nations Unies collaborent à un appel commun au secteur privé (entreprises, fondations et philanthropes) pour réunir des fonds à cette fin. De juillet 2000 à décembre 2001, on a ainsi réuni environ 80 millions de dollars.

### **Coopération avec les organes et les représentants de l'ONU**

Depuis le dernier rapport quadriennal, RI a été invité de plus en plus souvent à participer au plus haut niveau des conférences et réunions du Conseil économique et social et d'autres organes des Nations Unies. Les agents du Rotary rencontrent régulièrement les directeurs et cadres des organismes des Nations Unies pour discuter d'efforts communs. Souvent, les dirigeants de RI sont invités à faire des discours d'ouverture ou à participer à des discussions de groupe. De plus, RI a appuyé les conférences des Nations Unies en menant des discussions de groupe, en montant des expositions ou en préparant des exposés de position pour présentation ou publication. Les exemples suivants, qui montrent la vaste gamme des questions couvertes par les initiatives de RI, ne représentent qu'une partie des activités de l'ONU auxquelles il participe depuis quatre ans :

- **Conférence ONU/DPI/ONG**, Nations Unies, New York, septembre 1997 – Discours d'ouverture sur la mobilisation sociale par le Président de la Fondation Rotary;
- **Commission du développement social**, Nations Unies, New York, mars 1998, – Exposé oral sur les partenariats publics/privés par un représentant de RI;
- **Commission de la condition de la femme**, Nations Unies, New York, mars 1998 et mars 2000 – Déclarations de RI, publiées par le Conseil économique et social, expliquant sa position sur les problèmes de santé des femmes et leur autonomisation;
- **Commission du développement durable**, avril 1998 – Exposé oral par un représentant du RI sur le rôle des ONG;
- **Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la lutte contre le problème mondial de la drogue**, Nations Unies, New York, 8 au 10 juin 1998 – Déclaration orale au Comité plénier par l'ancien Président de RI Luis Giay concernant l'oeuvre de RI sur la prévention de la toxicomanie;
- **Forum mondial de la jeunesse des Nations Unies**, 2 au 6 août 1998, Braga (Portugal) – Déclaration orale par un représentant de RI sur le programme des jeunes élites, parrainé par le Rotary;
- **UNESCO/OEA : troisième Dialogue interaméricain sur la gestion de l'eau**, Panama, mars 1999 – Discours d'ouverture soulignant l'engagement de Rotary et son oeuvre sur les questions de l'eau, prononcé par le Président entrant du Rotary, Frank Devlyn;
- **Commission mondiale sur l'eau pour le XXI<sup>e</sup> siècle**, dirigée par la Banque mondiale, l'UNESCO et d'autres organes des Nations Unies, 1998-2000 – Le représentant de RI a participé à son haut conseil consultatif pour aider à mettre au point des perspectives mondiales sur l'eau;
- **ONUSIDA : Réunion de coopération de haut niveau**, Washington, décembre 1999 – Le Vice-Président de RI l'a représenté en participant aux débats du groupe de travail;
- **PNUD : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain : deuxième Forum mondial sur le développement humain**, 8 au 10 octobre 2000, Rio de Janeiro – Le Directeur de RI a participé à une discussion sur la responsabilité de l'entreprise;

- **Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le Sommet mondial pour le développement social**, Genève, 26 au 30 juin 2000 – le Rotary International a animé l'exposé de groupe sur les partenariats publics/privés dans le développement social et les soins de santé.

#### **Primes et hommage des Nations Unies**

- **Prix UNESCO de l'éducation pour la paix** – Docteur François Giraud (Rotary Club de France), 1998.
- **Conseil économique et social : Réussites de 1998** – Présente deux projets du Rotary Club : Salud Para el Pueblo, un projet d'assainissement 3-H (Health, Hunger and Humanity) en Équateur et des exemples de cuisine solaire au Kenya et au Honduras.
- **Fête d'excellence** : prime du film humanitaire – Dushan Angius (Rotary Club de Los Angeles) pour « The Los Altos Story », août 1998.
- **Prime internationale des 100 meilleures pratiques, Dubai (1998)**, où figurait le projet Salud para el Pueblo, élaboré par le Rotary Club de l'Équateur.

#### **Participation aux réunions et activités des organes de l'ONU**

Les représentants de RI assistent et s'intéressent couramment aux réunions des Conseils d'administration, des Comités préparatoires et aux autres activités des organes de l'ONU et subsidiaires afin d'identifier les préoccupations et objectifs communs et parallèles à la mission du Rotary. Ces représentants facilitent la communication aux plus haut niveaux entre RI et les entités de l'ONU tout en encourageant la collaboration aux projets communs avec les organes de l'ONU au niveau local. Plusieurs représentants de RI sont actuellement présidents ou membres de comités de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès des Nations Unies (Congo), et de comités d'ONG dont le **Conseil des ONG à l'UNESCO**, le **comité des ONG de l'UNICEF**, le **comité PNUD/ONG** et le **Comité d'ONG sur la condition de la femme**. En 2000, RI a été élu au **Conseil d'administration de la CONGO** et ses représentants à New York ont été les catalyseurs de son **comité sur l'éducation**.

Par-delà les groupes de débats et les ateliers des grandes conférences de l'ONU cités plus haut, RI collabore avec les organes de l'ONU aux réunions et séminaires régionaux portant sur un même problème, comme l'alphabétisation. En voici quelques exemples : **UNESCO/Forum de l'Institut international des méthodes d'alphabétisation**, Dakar, mars 1998; **Forum de l'UNESCO sur l'éducation et l'alphabétisation**, Melbourne, mars 1998; **deuxième réunion régionale d'ONG de l'UNESCO**, Durban, avril 1998.

#### **Activités communes de promotion et de parrainage**

Une entente unit l'ONUSIDA et RI, dont le Conseil d'administration vient d'approuver un document semblable avec le FNUAP. En décembre 2000, des entretiens avec le Sous-Secrétaire général John Ruggie ont eu lieu pour déterminer comment RI pourra appuyer le Pacte mondial de l'ONU. De plus, RI encourage ses membres à collaborer avec les organes de l'ONU en partageant des renseignements utiles et en faisant valoir les programmes de l'ONU en neuf langues (anglais,

espagnol, français, allemand, japonais, italien, suisse (*sic*), portugais et coréen). RI emploie un ensemble d'outils de communication pour disséminer des renseignements à ses clubs : publications, site Web et un Groupe d'étude RI/organismes des Nations Unies (2000-2001), chargé de promouvoir la collaboration RI/ONU au niveau local des clubs Rotary du monde entier. On transmet par courrier un classeur contenant des publications du Rotary où il est question d'initiatives de l'ONU et de la collaboration entre RI et elle.

## **8. Institut pour la solidarité internationale des femmes**

Statut consultatif spécial accordé en 1993

Conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, l'Institut pour la solidarité internationale des femmes (ISIF) présente ici un bref rapport sur ses activités au Comité des organisations non gouvernementales du Conseil.

### **Buts et objectifs**

L'Institut pour la solidarité internationale des femmes (ISIF) est une organisation internationale sans but lucratif fondée en 1984 pour forger et promouvoir des stratégies visionnaires mais pragmatiques qui servent les droits des femmes aux niveaux local, national, régional et mondial. Il a des membres dans près de 70 pays et des liens avec près de 1 500 particuliers et organisations du monde entier grâce à son bras séculier, la Sisterhood Is Global Network (SIGNET). Les grands buts de l'ISIF sont les suivants : faire des recherches et distribuer des renseignements sur les atteintes aux droits des femmes; informer les femmes des droits fondamentaux que leur garantissent les instruments internationaux sur les droits de l'homme; mettre les femmes à même, par des programmes d'initiation aux droits de l'homme, de définir les droits qu'elles estiment importants; les mettre à même, par des programmes de formation à l'initiative, de réaliser leurs droits; étendre les réseaux féminins des droits de l'homme aux niveaux local, national, régional et mondial; faciliter la participation des femmes du Sud mondial aux débats internationaux sur les droits des femmes; encourager partout les femmes de toutes origines à travailler ensemble pour définir et réaliser des buts communs; et promouvoir la coopération entre femmes pour définir et élaborer une culture de paix et des droits de l'homme au XXI<sup>e</sup> siècle. En 1998, l'UNICEF a contribué 5 000 dollars aux débats de la Réunion à Washington du Groupe d'experts de l'ISIF sur l'élimination de la violence contre les femmes et les filles. De son côté, l'UNIFEM lui a accordé trois subventions : 50 000 dollars en juillet 1998 pour le projet de l'ISIF sur l'élimination de la violence contre les femmes pour la période de juillet 1998 à juin 1999; 200 000 dollars pour les programmes « Apprendre à diriger par l'initiation aux droits de l'homme et les partenariats pour le savoir », pour la période de juillet 1998 à juin 2000; et 10 000 dollars pour la Réunion en 1998 du Groupe d'experts de l'ISIF sur la violence contre les femmes.

### **Participation au Conseil économique et social et à d'autres conférences et réunions de l'ONU**

En mars 2000, plusieurs membres de l'ISIF ont assisté à la quarante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme et à la troisième session du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. En juin 2000, la Présidente, Greta Hofmann Nemiroff, et plusieurs autres membres de l'ISIF ont assisté à la Conférence des Nations Unies « Beijing+5 » à New York.

### **Initiatives de coopération avec les organes de l'ONU et les institutions spécialisées**

- 1996 : Les représentants de l'UNIFEM en Asie-Pacifique et en Afrique ont été informés du programme d'initiation aux droits de l'homme de l'ISIF, fondé sur son manuel *Claiming Our Rights: A Manual for Women's Human Rights Education in Muslim Societies*.
- 1997 : La Commission des droits de l'homme des Nations Unies a utilisé des parties dudit manuel pour celui qu'elle prépare pour faire prendre conscience de leurs droits aux réfugiés adultes; l'UNESCO comptait s'en servir comme modèle pour créer un outil d'enseignement culturellement adapté pour enseigner les droits de l'homme aux niveaux primaire et secondaire.
- 1998 : Avec le concours de l'UNIFEM et de la Fondation mondiale pour les femmes, l'ISIF a réuni, à l'école de droit de l'American University à Washington, le Groupe d'experts sur l'élimination de la violence contre les femmes et les filles, auquel ont participé 45 universitaires, militants et défenseurs venus d'organisations internationales, donatrices et/ou non gouvernementales et d'universités du monde entier. L'ISIF a mis au point un manuel de formation des formateurs oeuvrant pour les droits des femmes garantis par des pactes internationaux dont notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme. La radio des Nations Unies a diffusé un entretien avec les membres de l'ISIF : Mahnaz Afkhami, Asma Khader, Marfua Tokhtakhodjaeva et Mashuda Khatun Shefali. Avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, l'ISIF, à la quarante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, a coparrainé l'étude de la violence contre les femmes dans les sociétés musulmanes : Afghanistan, Algérie et Soudan. L'ISIF a participé à une retraite sur la Déclaration universelle des droits de l'homme à 50 ans : progrès et problèmes, qui a réuni d'importants diplomates participant à la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'ISIF a aussi participé à la conférence parrainée par la Banque mondiale et l'UNESCO sur la compréhension des cultures dans le développement durable : miser sur les patrimoines culturels nationaux.
- 2000 : Le 10 février, l'ISIF a animé une causerie sur les femmes et le microcrédit avec des exposés par Mashuda Khatun Shefali, son membre du Bangladesh qui préside Nari Udug Kendra, et Carmen Velasco de Pro Mujer, vaste programme de microcrédit aux Boliviennes. Le 20 mai, avec le groupe de Montréal Femmes africaines Horizons 2015, ainsi que le Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles (qui a un statut consultatif spécial avec le Conseil économique et social), l'ISIF a parrainé – avec la participation de sa présidente – une discussion de groupe à l'Université du Québec à Montréal sur les questions afférentes à la mutilation génitale féminine dans les communautés immigrantes au Canada. En octobre, Greta Hofmann Nemiroff, en tant que membre du Comité de coordination de la Marche mondiale des femmes et que Présidente de l'ISIF, a pris part à cette marche le 15 octobre à Washington et le 18 à New York. Leila Bedeir, coordonnatrice de l'ISIF pour les communications, prend actuellement part à un projet éducatif pour les jeunes musulmanes du Canada sous l'égide du Conseil canadien des musulmanes.



## **Autres activités d'organisations pertinentes**

### **Manifestations et conférences**

En 1996 et 1997, avec la participation de représentants d'organismes des Nations Unies (UNICEF), l'ISIF a tenu des conférences sur les thèmes suivants : Beijing et au-delà : application du Programme d'action dans les sociétés musulmanes; et droits de passage : initiation des femmes aux droits de l'homme dans les sociétés musulmanes. Ces conférences ont parlé de la nécessité de traiter la violence contre les femmes comme une question essentielle aux droits de l'homme, notamment en liaison avec l'autonomisation et l'accès à l'initiative. En se fondant sur son manuel de formation *Safe and Secure: Eliminating Violence Against Women and Girls* (Sain et sauf : éliminer la violence contre les femmes et les filles), l'ISIF a mis au point son programme d'élimination de la violence contre les femmes et les filles pour promouvoir le dialogue sur les moyens d'éliminer la violence sexuelle. Les participants ont vu deux vidéos fournis par l'UNICEF et portant sur l'initiation des fillettes du Kenya et du Bangladesh aux droits de l'homme. Le 8 novembre 1997 à San Francisco, l'ISIF a tenu, au Forum sur l'état du monde, une session plénière et trois tables rondes sur le thème « Vers une société de compassion ». En 1998, Mahnaz Afkhami, qui avait présidé l'ISIF, a animé une nouvelle conférence du Forum sur l'état du monde où plus de 1 000 personnalités politiques, universitaires et représentantes d'organisations gouvernementales et non gouvernementales de plus de 103 nations ont délibéré des principes, valeurs et actions qui devraient guider l'humanité au troisième millénaire. De nombreux membres de l'ISIF ont participé à la table ronde du 29 octobre sur les besoins et droits de l'homme : la relation mouvante entre le peuple, la politique sociale et la loi; ils y ont examiné l'écart entre l'essence de la Déclaration universelle qui garantit aux individus des droits en tant qu'êtres humains indépendamment de la race, du sexe, de la religion, de la nationalité ou de toute autre affiliation et les atteintes persistantes à ces droits de par le monde. La table ronde du 30 octobre intitulée « Une place à la table : les femmes et les droits de l'homme » a inclus des membres de l'ISIF. Dans le cadre des activités préparatoires du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'ISIF/Jordanie, avec le concours du groupe juridique Mizan pour les droits de l'homme, du groupe d'études nationales pour les enfants et de l'UNICEF, a réuni des experts pour parler de la Déclaration arabe des droits de l'enfant et du Plan de travail pour 2000-2010 pour affirmer les droits de l'enfant. De plus, avec le concours de l'UNICEF et du PNUD, l'ISIF/Jordanie a, avec la grande presse jordanienne, organisé la distribution de 60 000 affiches de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

### **Publications et ateliers**

En 1999-2000, l'ISIF a produit un nombre inégalé de publications, distribuées dans le monde entier : *Claiming Our Rights: A Manual for Women's Human Rights Education in Muslim Societies*, édition anglaise révisée, par Mahnaz Afkhami et Haleh Vaziri, traduite et adaptée en arabe, azéri, bangla, farsi, hindi, malais, russe, ourdou, ouzbek et français; *In Our Own Words: A Guide for Human Rights Education Facilitators*, par Nancy Flowers (dont des exemplaires ont été distribués à l'UNICEF et à l'UNIFEM), traduit et adapté en arabe, russe et ouzbek; *Safe and Secure: Eliminating Violence Against Women and Girls in Muslim Society*, édition

anglaise, par Mahnaz Afkhami, Greta Hofmann Nemiroff et Haleh Vaziri, traduit en arabe, farsi, français et russe; et *Strategizing for Safety: Essays from the Expert Group Meeting on Eliminating Violence Against Women and Girls*, revu par Haleh Vaziri (distribué au FNUAP, à l'UNIFEM, à l'UNIFEM de Jordanie, à l'UNICEF, à l'UNICEF de Jordanie et à la Division de la promotion de la femme des Nations Unies). Le programme d'initiation aux droits de l'homme, créé en 1997 par l'ISIF d'après le manuel *Claiming Our Rights*, n'a pas cessé de grandir pendant la période en cause, avec des ateliers en Azerbaïdjan, au Bangladesh, en Égypte, en Inde, en Jordanie, au Liban, en Ouzbékistan, au Pakistan (réfugiés afghans) et en Syrie. Le projet de l'ISIF sur l'élimination de la violence contre les femmes, fondé sur le manuel *Safe and Secure* reste populaire en Égypte, au Liban et en Jordanie. Des ateliers de formation à l'initiative fondés sur *In Our Own Words*, ont eu lieu en Jordanie, au Liban, en Inde, en Ouzbékistan et au Pakistan (réfugiés afghans). Enfin, des ateliers sur la technologie de l'information et des communications, élément du *Programme de partenariat pour le savoir*, ont eu lieu en Jordanie, au Liban et au Pakistan (réfugiés afghans).

### **Alertes**

Pendant la période en cause, l'ISIF a émis plus de 30 alertes d'action urgente aux membres de son bras séculier SIGNET, les encourageant à intervenir contre les violations des droits des femmes qui ont lieu dans le monde entier et vont des menaces contre le financement de la planification familiale par le Congrès des États-Unis à la décision d'un tribunal égyptien d'abolir l'interdiction de la mutilation génitale féminine. Traduites en arabe, chinois, espagnol et français, ces alertes ont été distribuées aux membres de l'ISIF dans plus de 70 pays.